



Le journal de Moret et sa région
Insoumis Seine et Loing

La piqure de rappel

N°2 - Avril 2022 - Trimestriel

Sommaire

P1 : Edito, Brèves.
P2 et P3 : Dossier Spécial
élections présidentielles
P4 : Retraites, Écologie
Transport SNCF

En bref...

La primaire populaire a accouché d'une souris. Christiane Taubira a jeté l'éponge, faute de parrainages. Les instigateurs de cette fumisterie étaient portés disparus. Ils appellent maintenant à rejoindre l'Union Populaire. On n'improvise pas une élection présidentielle, elle se construit. Les Insoumis le savent trop bien.

Allons-nous payer la crise?
Celle-ci s'élève, selon le ministère des finances, à 200 milliards d'euros pour 2020/2021.

Personne n'en parle :
COVID long : 10 à 15% des cas soit 2 millions de personnes connaissent des symptômes prolongés. Qu'attend l'état pour reconnaître le Covid en longue maladie?

En janvier 2022, il n'y a plus d'argent pour augmenter les salaires et les retraites : l'année 2021 s'est soldée par le transfert global de 1739 milliards d'euros dans les poches... des actionnaires, soit 21% de plus qu'en 2020 (source CGT).

Santé
Depuis 2017, Macron a fermé 20000 lits. Ne comptez pas sur Pécresse, Zemmour ou Le Pen pour les réouvrir.

Elles nous font les poches
En 2021, les banques ont récolté 27 milliards en frais de découvert. Autant dire qu'elles ont volés les pauvres.

Qui sont les «Jupit'es rien», membres du PS, qui passent chez Macron?
Marie-Sol Touraine (ministre de la santé), Elisabeth Guigou (ministre de la justice), François Rebsamen (ministre du travail), Manuel Valls (premier ministre), Claude Bartolone (président de l'Assemblée Nationale), sans compter ceux qui sont déjà au gouvernement. Hidalgo va se retrouver dans un parti fantôme.

Présidentielles : La croisée des chemins

Edito

ET si nous arrêtons d'être défaitistes ? Mathilde Panot, députée insoumise, avait déclaré le 20 juin dernier que près de 10 millions de personnes seraient non ou mal inscrites sur les listes électorales, soit 27% de la population française en âge de voter. Nous pourrions de plus y ajouter les 70% d'abstentionnistes des dernières municipales. Dès lors, comment pouvons-nous nous plaindre que ce sont toujours les plus cyniques et opportunistes qui gouvernent ? Il n'y a qu'une seule solution : aller voter. Nous avons jusqu'au 4 mars 2022 pour nous inscrire sur les listes électorales. En effet, le peuple français possède ce droit inaliénable qu'est le suffrage universel. Ce n'est qu'en 1848 que les Citoyens l'ont définitivement obtenu et seulement en 1944 pour les Citoyennes. Ce fut une longue lutte, et beaucoup d'hommes et de femmes sont mortes pour cette grande idée de démocratie, pendant la grande Révolution de 1789, celle de 1830 contre la Monarchie de Juillet, celles de 1848 avec la naissance de la Seconde République, la Commune de Paris en 1871 ou encore la Résistance entre 1940 et 1945. Aujourd'hui, les médias verticaux ou "mainstream" nous présentent des sondages aux critères souvent discutables qui nous expliquent que nous ferions mieux de rester à la maison. Jupiter Macron devrait rester sur l'Olympe nous dit-on. Vous le croyez vraiment ? Pourtant, jamais un président n'a été autant détesté pour son mépris de classe, son hypocrisie moraliste et ses dangereuses réformes néolibérales qui fragilisent le service public, la sécurité sociale, les libertés fondamentales et l'indépendance de la France dans le concert des Nations (et j'en passe).

Nous avons un choix essentiel à faire : allons-nous accepter un débat de second tour entre Charybde et Scylla ? C'est-à-dire entre la droite irresponsable et/ou la droite extrême ? Le capitalisme financier crée des bulles qui menacent à tout moment d'éclater et le dérèglement climatique nous le rappellera bien amèrement, puisque nous aurons une succession de crises dans les années et décennies à venir si nous ne nous préparons pas à temps. Nous perdons beaucoup de temps à écouter des nationalistes qui parlent d'immigration, de sécurité et d'islam matin, midi et soir. Il y a des actions bien plus urgentes que ce blabla nauséabond. Certes, Jean-Luc Mélenchon et ses camarades de lutte paraissent parfois horripilants avec leurs airs de Cassandra pour nous rappeler qu'il faudrait que nous nous bougions le 10 et le 24 avril prochain. Néanmoins ils ont bien souvent raison. Tout est possible et c'est vous, le peuple, qui avez ce pouvoir. Car l'Union Populaire se construit sur un programme sérieux, global, planifié, social, rassembleur et écologique. Le même qu'en 2017, "l'Avenir en Commun", voire même en mieux. Et nous continuerons de le démontrer, nous autres Insoumi(e)s, et ce quoiqu'il en coûte. C'est la croisée des chemins.

Nous y sommes. *Alea Jacta est.*

Pierre.

Ukraine : la guerre s'invite dans le débat

À l'heure où nous mettons sous presse ce journal, les combats font toujours rage en Ukraine. Tout d'abord, l'échec cuisant de notre diplomatie a démontré la naïveté de Macron face à Poutine. La France étant membre de l'OTAN, Jupiter ne pouvait pas être juge et partie. Seul un non-aligné pouvait espérer une écoute du dirigeant Russe. C'est la position exprimée par La France Insoumise par la voix de J.L. Mélenchon, qui a réaffirmé de la tribune de l'Assemblée Nationale notre soutien à l'Ukraine et condamné l'agression militaire venue de Russie. Le candidat de l'Union Populaire à l'élection présidentielle a rappelé que de la situation internationale découlaient la question de la souveraineté de la France : sa souveraineté énergétique, sa souveraineté alimentaire, mais également sa souveraineté sur la question cruciale de l'eau. Autant de combats que Jean-Luc Mélenchon porte de longue date et sur lequel les Français devront trancher par leurs votes à l'élection présidentielle.

Dans le canton

Il n'y a pas que les girouettes qui tournent

En date du 16/02/2022, Patrick Septiers, membre fondateur de l'UDI, ancien Président du Département 77, a annoncé son départ de l'UDI pour soutenir Macron et LREM. Tous les élus de MLO et de la Communauté de Communes sauront apprécier.

Vu sur le Net

Notre Désastre Solaire donna - à l'occasion de son sacre d'empereur de l'Europe - un banquet des plus fastueux à Versailles dans la Grande Galerie des Glaces. Sa Tapageuse Arrogance posa pour la postérité en compagnie de sa vice-impératrice, la baronne Yvonne de La Layette et de son vice-empereur le duc de l'Aermichel. On se congratula et l'on ripailla bien au chaud - les calorifères y pourvoyaient généreusement- le tout aux frais des Riens et des Riennes, dont bon nombre devaient désormais choisir entre un maigre souper, l'essence pour faire avancer leur carriole, ou ne point se geler les arpons. Ainsi en allait-il au Royaume du Grand-Cul-par-dessus-Tête. Malheur aux gueux !

Julie

QUINQUENNAT MACRON : QUEL BILAN?

L'ANNONCE tout en fanfaronnade d'E. Macron sur le bilan de son quinquennat s'est faite sans journaliste, y compris mainstream, et en annonçant qu'il ne se lancerait pas dans un débat démocratique avec l'opposition, dans la crainte d'être mis au banc des accusés.

Et pour cause, ce bilan est catastrophique tant sur le plan écologique qu'économique.

1) Impôts : l'ensemble des baisses d'impôts ont profité aux plus riches (les dividendes des actionnaires se sont accrus de 14 %) : la suppression de l'ISF (les milliardaires, qui disposent de 90 % de titres financiers, voient un accroissement de leurs dividendes) au profit d'un IFI (Impôt sur la Fortune Immobilière) qui bénéficie aux plus riches puisque plafonné.

Flat tax : cet impôt à taux unique sur les placements financiers 30 % (dont 12,8 % d'impôt sur le revenu et 17,2 % de prélèvements sociaux) privilégie une fois de plus les gros actionnaires.

Baisse des aides au logement : - 38 €/mois pour les jeunes actifs, APL : - 50 €/mois.

La suppression de la taxe d'habitation ne profite qu'aux plus riches puisque les foyers pauvres en sont exonérés.

2) Réforme du code du travail : les accords d'entreprises priment sur les accords de branches.

Peu d'impact sur le chômage (les personnes en recherche d'emploi sont comptabilisées dans les actifs), mais fragilisation des travailleurs (emplois précaires), limitation des indemnités.

3) Réforme de l'assurance chômage : Il faut avoir travaillé 6 mois au lieu de 4 mois précédemment pour toucher une indemnité. Les baisses des cotisations sociales ont peut-être donné l'impression d'avoir un salaire plus élevé, mais impactent négativement les retraites.

4) Secteur public : la SNCF ouverte à la concurrence d'où une hausse des prix par un effet de monopole.

EDF privatisée : économies par appauvrissement et hausse des prix.

5) Pouvoir d'achat : +14,1 % en 2017, +14,6 % en 2021. Mais les 2 % de hausse pour les très riches qui en moyenne gagnent 58 880€, soit une hausse du pouvoir d'achat de 1 178€, à opposer aux 4 % de hausse (+ 346€) mis en avant par le

gouvernement pour les revenus des riches (revenu moyen, de 8 650€). Or, le SMIC s'élève à 1 603,12 € mensuel. Ce gouvernement, hors du réel. Les 100€ de prime ne sont pas des hausses de salaires car non incluses dans les retraites.

Macron réélu en 2022, cela signifierait :

- la fin des 35 h,
- des facs payantes et la concurrence entre les lycées, les universités, les entreprises,
- la création pour les entreprises d'une banque du temps pour répartir le temps de travail (qui deviendrait modulable en fonction de l'âge et des secteurs) d'où l'abolition des heures supplémentaires et la fin du SMIC,
- une baisse du nombre des députés d'où une détérioration encore accrue de la démocratie,
- étatisation de l'assurance chômage.

ALORS STOP OU ENCORE?

Quel monde voulons-nous pour nos enfants au moment où nous faisons face en outre à une offensive totalitaire mondiale ? Sur le plan sanitaire, au moment où l'OMS entrevoit la « fin de l'épidémie », c'est le moment choisi par certains états pour prendre les mesures les plus folles et liberticides : suppression des minima sociaux (Italie), vaccination obligatoire pour tous les plus de 18 ans, sous peine d'amende très élevée (Autriche), et « pass vaccinal » sans limitation dans le temps de la France qui licencie des soignants non-vaccinés, ce qui aggrave la crise de l'hôpital, maltraite les enfants de 6 ans avec l'obligation du masque obligatoire toute la journée (et l'ineptie de l'imposer à l'extérieur), et l'interdiction de manifester. Dans le même temps, l'Union européenne annonce l'identité numérique, le portefeuille numérique, la monnaie numérique, qui sont des instruments de contrôle total de la population !

Il est grand temps de se réveiller pour éviter une société « connectée » où tous nos faits et gestes sont surveillés (ex. Compteur Linky)... et où l'État, comme en Chine, nous donnera des bons et des mauvais points selon notre comportement : un système de surveillance totale, à la chinoise, avec une incitation à la délation, qui mettra fin à la démocratie libérale.

Laurette.

La fin du « en même temps » ?

« Difficile d'être en même temps candidat et Président » a déclaré E. Macron à Poissy le 7 mars, lors d'un simulacre de débat avec des habitants, soigneusement triés par son équipe de campagne. Le chef de l'état et Président de l'Europe pour six mois a définitivement enterré toute possibilité de débat avec ses concurrents. Il espère ainsi éviter devoir justifier son bilan. La guerre en Ukraine aidant, il se met à l'abri derrière la situation dégenère, son incapacité sera flagrante. Dans le cas contraire, il pense pouvoir focaliser l'attention des français sur son action, évitant à devoir trop parler des sujets nationaux ou de son programme qui reste, comme en 2017, plus que flou. Personne n'est dupe, il va continuer ce qu'il a commencé : réforme des retraites, moins de services publics et plus de privé, cadeaux fiscaux aux entreprises, application des directives européennes, etc. Vous n'avez pas aimé les 5 premières saisons du premier mandat, allez-vous aimer les suivantes ?

VU DANS LA PRESSE

Un sondage Ifop pour le JDD montre que le pouvoir d'achat est l'un des domaines où Emmanuel Macron est jugé le plus sévèrement par les Français. En cinq ans, 69% des personnes interrogées estiment que leur pouvoir d'achat a diminué.

Près d'1 Français sur 2 (46%) estime que les décisions prises par Emmanuel Macron au cours de son quinquennat ont eu pour effet que la situation en France se dégrade, 1 Français sur 5 (20%) que la situation s'améliore et 1 sur 3 (34%) que la situation ni ne s'améliore ni ne se dégrade. (Harris Interactive).

Pinocchio nous a écrit... ✎



Les mensonges de Macron dans sa lettre aux Français ou petits arrangements avec la réalité : **1) L'industrie a recréé des emplois.** FAUX : 38 000 emplois industriels de moins depuis 2017. **2) Le chômage au plus bas depuis 15 ans.** FAUX : le nombre d'inscrits à pôle emploi, toutes catégories confondues, est stable par rapport à l'avant pandémie. **3) Grâce au travail de tous, nous avons pu investir dans nos hôpitaux.** FAUX : 17 600 lits d'hôpitaux fermés depuis 2017. 5700 lits d'hôpitaux fermés en 2020, en pleine crise sanitaire. **4) Nous avons pu recruter (...) magistrats et enseignants.** FAUX : la France compte 10,9 juges pour 100 000 habitants quand la moyenne européenne est de 21,4. 7 900 postes supprimés par Jean-Michel Blanquer dans le second degré (soit l'équivalent de 166 collèges) depuis 2017. 440 postes encore supprimés à la rentrée 2022. **5) Nous avons pu réduire notre dépendance aux énergies fossiles.** FAUX : la France est le seul pays de l'U.E. à ne pas avoir atteint ses objectifs et le gouvernement d'E. Macron a été condamné à deux reprises pour inaction climatique par la justice. **6) Nous avons pu continuer à moderniser notre agriculture.** FAUX : vente de glyphosate en hausse de 23%, les néonicotinoides ont été ré-autorisés, les fermes-usines sont toujours ouvertes. **7) Nous avons baissé les impôts de manière inédite.** FAUX : la baisse à n'a été qu'aux plus riches. **8) Tout cela nous a permis d'être crédibles et de convaincre nos principaux voisins.** FAUX : la France est mise en minorité en Europe. **9) Ce mandat a permis à nombre de nos compatriotes de «vivre mieux».** FAUX : 9,3 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (1063 euros) en France. 12 millions de personnes vivent en situation de précarité énergétique. 8 millions de personnes ont besoin de l'aide alimentaire pour pouvoir manger. **10) Les transformations engagées durant ce mandat ont permis à nombre de nos compatriotes de vivre mieux, à la France de gagner en indépendance.** FAUX : la moitié des fruits et légumes vendus en France sont importés. Emmanuel Macron a dénoncé un OTAN en «état de mort cérébrale» mais refuse d'en sortir...

Retrouvez l'intégralité des mensonges de Macron dans sa lettre aux Français sur linsoumission.fr

LE PROGRAMME DE L'UNION POPULAIRE

La 6^e République pour

- une Constituante pour rendre le pouvoir au peuple;
- une République exemplaire;
- permettre l'implication de toutes et tous;
- des nouveaux droits dans la Constitution;
- assurer l'égalité, garantir la laïcité sans hypocrisie;
- pour une information libre et pluraliste;
- Sécurité, Sûreté, Justice.

Partager les richesses

- le partage du temps de travail;
- le partage des richesses et du pouvoir au sein de l'entreprise;
- le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu, avec augmentation du nombre de tranches ou la suppression de ces tranches;
- la renationalisation de la création monétaire.

La planification écologique

- une agriculture paysanne et écologique;
- arrêt des gaspillages et gestion des déchets;
- Énergie : pôle public de l'énergie, fin du nucléaire, sobriété énergétique;
- transports et aménagement du territoire;
- gestion des forêts;
- démocratisation écologique : repenser la place de l'écologie dans la société.

Sortir des traités européens

Pour un nouvel indépendantisme au service de la paix

- la Francafrrique : fin aux liens postcoloniaux;
- l'ONU et les nouvelles alliances : sortie de l'OTAN;
- encadrer les interventions militaires;
- renforcer l'implication citoyenne au service de la Nation.

L'objectif du progrès humain

- enseignement : sur le primaire/secondaire, réforme du collège, rythmes scolaires, pédagogies alternatives;
- l'Enseignement supérieur et recherche : réformes des universités, moyens supplémentaires, etc;
- la publicité, les médias : modalités et contrôles;
- la santé, le handicap : la santé gratuite et accessible de l'Humain d'abord est rappelée par l'exigence du remboursement à 100 % de tous les frais médicaux;
- la précarité et l'isolement social : lutte contre l'isolement social, accroissement de l'hébergement d'urgence.

La France aux nouvelles frontières de l'humanité

- prendre en compte l'influence de la révolution informationnelle et technologique sur notre quotidien et notre société, politique de la mer et de l'espace, préservation de la liberté d'expression et d'information en ligne ainsi que la garantie de la « neutralité du net », etc.

Le programme complet : melenchon2022.fr

Retraites : mise au point !

Le programme de l'Union Populaire énonce clairement que rien ne justifie de renoncer au système actuel de solidarité intergénérationnelle avec garantie du niveau des pensions. Par ailleurs le discours rabâché que nous devrions travailler plus longtemps car nous vivons plus longtemps est inepte. Pourquoi pensons-nous que ce discours n'a aucun sens ? Simplement parce qu'il est prouvé que c'est le fait de travailler moins longtemps qui nous permet de vivre plus longtemps.

Alors pourquoi tant d'acteurs de la Société nous disent qu'il faut réformer le système actuel des retraites ? En 2001 Lionel Jospin a mis en place un fonds de réserve des retraites destiné à assurer la pérennité du système de retraite par répartition, notamment pour faire face au départ en retraite des baby-boomers, ces bébés de l'après-guerre. Ce fonds de retraite s'élève aujourd'hui à 30 milliards d'euros. Par ailleurs les caisses de retraites complémentaires ont engrangé à ce jour 116 milliards d'euros de réserve. Nous avons donc une provision, pour faire face aux retraites futures, d'à peu près 150 milliards d'euros, somme qui augmente chaque année. Le paiement de nos retraites n'est pas en danger. Alors pourquoi tout ce cinéma pour nous faire croire qu'une réforme des retraites est indispensable ? Cette manne financière attire pirates et voyous de la finance qui voudraient bien s'approprier ce trésor national. Alors chaque fois que vous entendrez un éminent spécialiste expliquer qu'une réforme des retraites est indispensable, demandez-vous si c'est un éminent imbécile ou s'il a un intérêt quelconque au vol de notre réserve des retraites.

De plus, le fait, comme cela est inscrit dans notre programme, de mettre enfin les rémunérations féminines au même niveau que les rémunérations masculines, travail égal = salaire égal, permet tout de suite de remonter le niveau des cotisations retraites. Assurer la pérennité de ce système passe aussi par le renforcement du salariat d'état. Permettre, par l'embauche de nouveaux fonctionnaires, non seulement de diminuer drastiquement le chômage, mais aussi de remettre en marche les services publics indispensables à notre vie. Vous avez ainsi la recette incontournable pour continuer

à assurer le maintien de notre régime de retraites, sans doute le meilleur régime du monde. Refusez les mensonges qui ne sont faits que pour vous persuader que votre vie n'a pas d'importance. Votez pour le programme de l'Union Populaire et son candidat J.L. MELENCHON !
RETRAITE A 60 ANS POUR TOUS CEUX QUI LE SOUHAITENT!

Monique.



Au train où vont les choses...

VALÉRIE PECRESSE....

Du discours...

R.T.L. 14 février 2022 «Je veux reconstruire les services publics»

Aux actes...

Dans sa décision n°2021-158 du 28 juin 2021, la Défenseure des droits recommandait «de faire cesser la suppression des guichets dans les gares S.N.C.F. et la transformation des gares en Points d'arrêts non Gérés (PANG)».

La réponse de la Direction de S.N.C.F. TRANSILIEN et D'IDF/Mobilités présidée par Valérie Pécresse ne s'est pas fait attendre. Des projets dits de réorganisation, baptisés «projet résolutement clients» et «trajectoires gares» ont pour objectif de programmer la fermeture de nombreuses gares, de guichets, la réduction d'horaires d'ouverture des guichets dans certaines gares, la suppression de personnel dans les gares et sur les quais dans toute l'Ile de France.

Dans les gares concernant MORET et sa Région, la mise en œuvre est prévue dès le 1^{er} septembre 2022.

Fermeture des guichets :

- Souppes Château Landon
- Champagne sur Seine
- Bois le Roi.

Réduction d'ouverture des guichets et fermeture de ces guichets le week-end :

- Nemours St Pierre
- Moret-Veneux-Les-Sablons
- Le Mée
- Cesson.

En outre, la fermeture de la dernière Agence Navigo de la ligne R, à savoir

celle de la gare de Melun est une véritable catastrophe en termes d'après-vente commerciale. Cette Agence accueille énormément de monde que ce soit en semaine, comme le week-end. La réduction des horaires d'ouverture de la gare de Moret Veneux les Sablons qui a vu passer 143 615 usagers en 2019 annonce sa fermeture prochaine. Cette réorganisation est une profonde remise en cause du service public et surtout un abandon de toute une partie de la population, notamment celle qui n'a pas accès aux outils technologiques et au paiement numérique.

La déshumanisation des gares va créer un sentiment d'insécurité très fort chez les usagers tout comme chez les cheminots. Les problèmes d'insécurité sont en constante augmentation ces dernières années. Comment pourra-t-on, demain garantir un haut niveau de sûreté et de sécurité aussi bien dans les trains que dans les gares avec moins de personnel et une présence aléatoire ?

Combien de temps faudra-t-il aux agents de sécurité pour intervenir lors d'une rixe, d'une altercation, d'un vol, d'une tentative de viol ?

Habitants de Moret et sa région, La France Insoumise vous appelle à signer les pétitions présentées par les organisations syndicales pour la défense du ferroviaire afin de faire prévaloir d'autres choix portant l'intérêt général et la réponse aux besoins sociaux du plus grand nombre.
Halte à la casse des Services publics !

Gérard.

La permaculture au programme

Le CEPAZE (Centre d'Echanges et de Promotion des Artisans en Zones à Equiper), association de solidarité internationale créée en 1975, contribue à l'amélioration durable des conditions de vie et à l'autonomie des populations du Sud sur le plan économique, social et humain, en réponse à l'expression de leurs besoins vitaux. Son ADN est celui de la permaculture «Prendre soin de l'humain, de la Terre et partager les surplus».

La désertification grandissante prive ces populations de toutes les ressources pour leur subsistance et les contraint à migrer. Les migrations africaines actuelles sont d'origine à la fois climatique et économique, bien que 48 pays africains, de 1751 à 2017 aient émis ensemble moins d'1 % de CO₂, alors que les Etats-Unis en émettaient 25 % sur la même période, devant la Chine et les 28 pays de l'UE (cf. Our World in data).

En matière de lutte contre le changement climatique, le GIEC (Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) affirme qu'aucun résultat ne pourra être obtenu sans une planification holistique et une gestion intégrée des écosystèmes et de leurs services, ce qui est le propre de la permaculture. En 2018, le CEPAZE y a formé au Mali une vingtaine d'ingénieurs agronomes. En partenariat avec l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte, il participe à l'inscription dans les Programmes

de Développement Économique, Social et Culturel du pays de cette gestion intégrée des ressources naturelles par une formation des élus comme moyen d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Les principes permaculturels sont précisément ceux développés par le programme l'«Avenir en Commun» de La France Insoumise. Pour pousser plus loin cette comparaison avec cette vision humaniste proche de la Nature, ce programme conçu pour et avec les citoyens, reconnaît la nécessité d'une planification intégrée pour faire face aux enjeux auxquels nous sommes confrontés.

Ce programme n'a rien d'électoraliste. Il s'inscrit dans le courant de pensée d'un homme, certes controversé, habité par ses idées, telles qu'exprimées dans les 22 ouvrages qu'il a publiés depuis 1991, une constante dans ses ambitions pour la France et un monde pacifique, à l'aune de la devise républicaine de «Liberté, Égalité, Fraternité». La 6^{ème} République, qu'il appelle de ses vœux, sera l'«Ère du peuple» pour un engagement citoyen face à un changement climatique irréversible et des puissances oligarchiques qui menacent l'existence même de la vie.

Comment ne pas vous recommander de juger les idées pragmatiques et réalistes de 'l'avenir en commun' ? Il est grand temps de se réveiller !

L.G.

Ont collaboré à ce numéro : Christophe Bandini, David Brunet, Guillaume Depreles, Laurette Gosso, Marc Joly, Jean-Marc Menier, Pierre Pfister, Gérard Point, Monique Tijeras. Pour recevoir La pique de rappel, pour soutenir ou participer aux actions de La France Insoumise, transmettez votre courriel à : insoumisud77@gmail.com
Page Facebook : Insoumis Seine et Loing

